

Les conditions misérables des Centrafricains réfugiés dans les camps tchadiens (16 mai 2014)



Photo: Anna Jefferys/IRIN - Abdou Abdoullahi devant sa tente

DOYABA/SIDDHO/BELOM/N'DJAMENA, 16 mai 2014 (IRIN) - Abdou Abdoullahi se tient devant l'abri de fortune qu'il a construit avec sa famille dans le camp de Doyaba, dans le sud du Tchad : quelques châles en coton léger, trempés par la pluie, étendus sur de maigres branches formant une demi-sphère. À dix mètres de là, sept latrines dégageant des relents d'excréments jouxtent une décharge fétide.

« Ce n'est pas une vie. Ce n'est pas bon pour nous », a-t-il dit en signalant la décharge et les toilettes.

M. Abdoullahi était chauffeur à Bangui, la capitale de la République centrafricaine (RCA). Il a fui avec sa famille de 25 membres lorsque leurs maisons, leurs entreprises, leurs voitures et leur boutique ont été pillées et détruites. Il fait partie des 10 000 résidents du camp de Doyaba, dont la population s'élève à 17 143 habitants, à n'avoir pas reçu d'abri. Les organisations humanitaires se sont tout simplement retrouvées à court de tentes et personne n'a comblé cette lacune.

Doyaba est l'un des 18 camps ou sites de transit qui parsèment le sud du pays. Les autres grands sites sont Siddho (10 000 habitants), Bitoye (11 000), Gore (5 612) et Doba (5 169). Selon le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), 97 000 rapatriés et réfugiés ont été enregistrés au total au Tchad.

Après que le gouvernement tchadien a aidé des dizaines de milliers de familles d'origine

tchadienne en danger à fuir les terribles violences [en RCA] et leur a fourni de la nourriture pour les deux premiers mois, son aide s'est tarie.

Charlotte Ouagadjo, représentante du ministère de l'Action sociale à Sarh, dans le sud du Tchad, à quelques kilomètres du camp de Doyaba, a dit ne disposer d'aucune ressource outre les quelques vêtements d'enfants distribués de manière sporadique.

La plupart des habitants du camp sont des musulmans d'origine tchadienne, même si la plupart sont nés en RCA. La majorité d'entre eux ont été témoins d'atrocités avant de prendre la fuite avec l'aide, principalement, des troupes tchadiennes et des forces de maintien de la paix burundaises.

Hadjan Mohamed, membre du comité chargé des réclamations du camp de Doyaba, a raconté son histoire à IRIN.

« J'étais chez moi lorsque la milice anti-balaka a attaqué ma maison. Ils ont pris mes enfants et les ont brûlés et décapités sous mes yeux. » Ses filles, Khadija et Zara, avaient deux et huit ans. Il est monté sur sa mobylette pour rattraper les hommes, mais a reçu une balle et est tombé. Il s'est ensuite réfugié dans la mosquée locale avec le reste de sa famille. « Le lendemain, ils ont amené 120 cadavres à la mosquée – deux d'entre eux étaient des amis proches que j'avais vus la veille. Nous avons trop peu pour quitter la mosquée. » Sa famille y est restée pendant trois semaines, jusqu'à ce que les forces de maintien de la paix burundaises les escortent en lieu sûr.



Photo: [Anna Jefferys/IRIN](#) - Les filles d'Hadjan Mohamed ont été assassinées par une milice anti-Balaka

Nombre de ces familles traumatisées sont satisfaites de leur sécurité relative, mais leur vie est une lutte quotidienne. La plupart ont faim. Les bons d'alimentation de 4 000 francs CFA (8 dollars)

par mois et par personne ne durent pas plus de deux semaines. Beaucoup sont venus sans aucun bien et n'ont pas reçu de matériel de cuisines ni autres produits essentiels. Beaucoup n'ont que les vêtements qu'ils portent sur eux et pas de savon. Tous ceux qui ont parlé à IRIN ont dit avoir tout perdu : leur maison, leur boutique, leurs animaux, leur entreprise, tout. « Avant, je travaillais », a dit M. Abdoullahi en montrant son permis de conduire. « Voilà ce que je sais faire, mais j'ai tout perdu ». Son fils, Ibrahim Oumar, âgé de 25 ans, a ajouté : « Nous ne faisons rien de nos journées. Je veux terminer mes études, je veux travailler. »

Sexe contre nourriture

Le Programme alimentaire mondial (PAM), qui distribue des bons d'alimentation, a dit en avoir calculé le montant d'après une étude de marché et qu'ils permettent de se procurer les céréales, les protéines, les matières grasses et le sucre pour répondre au besoin quotidien de 2 100 kilocalories. Certaines personnes sont peut-être à court de bons plus tôt parce qu'elles choisissent d'acheter des produits plus onéreux, a supposé Lauren Landis, responsable du PAM à N'Djamena, « mais ce programme est populaire : il laisse le choix aux bénéficiaires ». Certains estiment que trop peu de personnes reçoivent de la nourriture : 4 000 résidents du camp de Siddho reçoivent de l'aide, sur 10 000 réfugiés et rapatriés estimés sur ce site (les autres sont éparpillés dans les villages bordant la frontière).

À Doyaba, plusieurs femmes, ainsi que le chef de la sécurité du camp, Saïd Seleh, ont dit que des adolescentes et de jeunes femmes sortaient régulièrement du camp la nuit pour se rendre à Sarh et se prostituer pour pouvoir acheter de la nourriture. « Cela se produit ici aussi, dans le camp. Elles n'ont pas le choix », a dit Ashe Attou, qui habite le camp et gagnait l'équivalent de 20 dollars par jour avec une petite boutique en RCA.

Le PAM n'a aucun moyen d'étendre ses opérations. L'organisme souhaiterait pourtant élever le nombre de ses bénéficiaires de 96 000 à 150 000. « Nous avons trois millions de dollars en banque », a dit M. Landis. « Cet argent [nous permettra de maintenir notre activité] jusqu'en juin. Nous avons besoin de 11,4 millions de dollars pour faire fonctionner ce programme d'urgence pendant les six prochains mois. »

Malnutrition et rougeole

Lors de la dernière évaluation, le taux de malnutrition aiguë global dans le camp avait atteint le seuil d'urgence de 15 pour cent. Le taux était plus élevé dans le camp frontalier de Bitoye (24 pour cent) et à Doba (20 pour cent). À Doyaba, le Comité international de secours dirige un centre de nutrition et propose des consultations médicales. Mais l'organisation est surchargée et ne dispose que d'un médecin, qui traite jusqu'à 250 personnes par jour.

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) distribue des suppléments nutritionnels

Plumpy'Nut, mais ses fonds se sont taris, a dit Bruno Maes, responsable de l'organisme à N'Djamena. L'UNICEF n'a reçu que deux millions de dollars sur les 14 millions nécessaires pour renforcer ses interventions en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène, de santé et nutrition, et de soutien scolaire pour les dizaines de milliers d'enfants déscolarisés.

Jusqu'à présent, l'UNICEF a installé des centaines de points d'eau, de douches et de latrines dans les camps et participé à la vaccination de 780 000 enfants contre la rougeole. En l'absence de fonds supplémentaires, « le choléra ne demande qu'à se déclarer », a dit M. Maes. Sur la centaine de fosses septiques de Doyaba, 33 sont déjà pleines, tandis que dans le camp de transit de Siddho, à la frontière avec la RCA, toutes les latrines ont débordé lors des premières grosses pluies.

Pour combler le tout, une épidémie nationale de rougeole a également touché le sud. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), le camp de Doyaba a enregistré 15 cas jusqu'à présent et, malgré une importante campagne de vaccination ciblant 700 000 personnes, un tiers des enfants de Doyaba n'a pas encore été vacciné.

Inquiétudes concernant la sécurité

Tous ne se sentent pas en sécurité dans les camps, où les conditions de vie sont misérables. Les femmes et les filles de Doyaba se plaignent que de jeunes hommes traînent autour des latrines la nuit et s'en prennent aux jeunes filles. Certains consomment des amphétamines et attaquent les femmes qui se trouvent aux cabinets, a dit M. Seleh, le chef de la sécurité. « Ils enfonçaient la porte et nous n'avions aucune protection », a dit une femme à IRIN. « Nous avons arrêté les quatre plus grands dealers d'amphétamines du camp » dans le cadre d'une campagne de répression, a dit M. Seleh.

Les mineurs non accompagnés sont particulièrement vulnérables. Selon le ministère des Affaires sociales, il en reste 106 à Doyaba et, jusqu'à présent, 1 160 ont retrouvé leur famille. Certains ont vu leurs deux parents se faire tuer, d'autres ont été séparés de leur famille dans le chaos de la fuite. À Doyaba, l'UNICEF, les organisations non gouvernementales (ONG) et le ministère de l'Action sociale les ont pris en charge en employant des cuisiniers et des gardiens de nuit, mais ceux qui n'ont pas encore retrouvé leur famille perdent espoir.



Photo: Anna Jefferys/IRIN - Moins de la moitié des résidents du camp de Doyaba ont une tente étanche

Issaka Younoussa, 10 ans, a été séparé de ses parents et de ses frères et sœurs au PK12, un quartier de Bangui, lorsque l'armée tchadienne l'a escorté à l'étranger. « Je n'ai plus beaucoup d'espoir de les retrouver », a-t-il dit.

Les jeunes garçons qui ont parlé à IRIN ont nié les violences faites aux femmes dans le camp. « Beaucoup de jeunes sont frustrés ici. Il n'y a rien à faire. Chez nous, nous travaillons ou étudions, mais ici nous ne faisons que traîner », a dit Souleman Adraman, 19 ans. Mohamed Khalim et Abakar Mahamad, deux frères de 31 et 29 ans respectivement qui ont vu les anti-balaka tuer leurs parents et trois de leurs frères, se sont dits coincés. « Nous sommes perdus [...] Nous ne parlons pas de notre perte, car c'est trop douloureux [...] Nous voulons juste avoir quelque chose à faire pour arrêter de penser à ce qui s'est passé », a dit Mohamed.

Le football est un exutoire : en fin d'après-midi, les garçons se lancent dans des matchs de football impromptus et l'on voit même des filles jouer de leur côté. Par ailleurs, des enseignants de RCA ont mis sur pied une école informelle où 3 200 enfants ont été inscrits jusqu'à présent.

Moyens de subsistance

Certaines familles arrivées avec quelques économies commencent à se faire un peu d'argent. Khadija Brahim, une jeune femme de 28 ans d'origine arabe qui habite le camp avec ses frères et ses enfants, fait du porridge de millet qu'elle vend en sachet pour 16 à 20 centimes de dollars, ce qui lui rapporte quatre dollars par jour.

Selon le HCR, des activités de développement des moyens de subsistance seront proposées aux réfugiés et aux rapatriés sur le long terme. Outre le manque d'argent, l'une des complications est que Doyaba et Siddho ne sont que des camps de transit. Plus tard, les résidents seront déplacés vers un autre camp près de Maro que le HCR et les ONG sont en train de mettre sur pied sur autorisation du gouvernement.

Le HCR a du mal à suivre le rythme de l'afflux toujours croissant de rapatriés et de réfugiés, a dit son directeur de programme à Maro, Jean Bosco. « Tous les quelques mois, nos chiffres sont

multipliés par trois, cela rend les choses difficiles à planifier. »

La semaine dernière, le gouvernement a annoncé une intervention d'urgence interministérielle pour faire face à cette crise des réfugiés et des rapatriés. Trois ONG locales ont été désignées pour la mettre en oeuvre et un appel à 53 millions de dollars de soutien a été lancé. Les organisations humanitaires ont dit que c'était un bon début et que cela était une preuve d'efforts concertés de la part du gouvernement. Les Nations Unies ont également lancé un appel, à hauteur de 124 millions de dollars, pour soutenir le plan du gouvernement. Pour l'instant, les promesses de dons des bailleurs de fonds ne s'élèvent qu'à 25 pour cent de la somme demandée par le gouvernement.